

[Texte]

Mr. Draffin: I would say it was a reasonable average, yes.

Mr. Sobeski: We have heard of numbers of Canadian manufacturer-exporters having to absorb approximately \$2 billion, we will say in marginal profits. Would that equate to your 1.2% that you just gave me?

Mr. Hutchison: It probably would be in the ballpark.

Mr. Sobeski: We are talking about how poor the existing system is. Two questions with the replacement goods and services tax. There is talk about it allowing more efficient use of resources, and a second issue that has come up—and the Economic Council Canada just talked about it too—is the lower cost of capital goods and how quickly manufacturers will buy and stockpile their manufacturing equipment. Do you think the goods and services tax will get more efficient use of our resources and will see investment in capital goods?

Mr. Draffin: I would think so, but I cannot really give statistics to support it. For example, many of the goods that manufacturers acquire now—bricks and mortar, computers, elevators, whatever—they pay tax on all these goods. They are now paying 13.5% tax in most cases on these goods. They become capitalized, part of their cost of doing business, and that cost is passed on. The new system of course lowers those costs and obviously will make them more competitive.

I am not sure I can quite directly get into the area you are dealing with.

Mr. Sobeski: The Canadian Federation of Independent Business and the Canadian Chamber of Commerce have come before this committee, like you encouraging—and no different from this government trying to negotiate a contract with the provinces to have a joint sales tax. You would like to see that, but those two groups came before us and said that basically we should scrap this and try to negotiate with the provinces. Do you favour that approach; or, as much as it would be nice to be along with the provinces, is it better for the federal government to go alone?

• 1720

Mr. Hutchison: Let me use a very Scottish expression: half a loaf is better than none.

Mr. Draffin: We do not have really a GIU on that, but I would suspect we would get the support of our members: let us take what we can get and deal with the rest later. We all have bad memories of the reciprocal taxation agreements. It took the provinces and the federal government 15 years to come to an agreement on those. It concerns us that if we just say, well, let us wait until we get everybody in on it, we may be looking 5 or 10 years down the road. That bothers us.

[Traduction]

M. Draffin: Je crois que c'est une moyenne assez raisonnable.

M. Sobeski: Nous avons entendu des fabricants-exportateurs canadiens nous dire qu'ils doivent absorber environ 2 milliards de dollars à ce chapitre, ce qui représente des profits marginaux disparus. Cela est-il conforme au chiffre de 1,2 p. 100 que vous avez donné?

M. Hutchison: C'est probablement dans le même ordre d'estimation.

M. Sobeski: On nous dit que le système actuel est très mauvais, mais je voudrais poser deux questions sur le système qui doit le remplacer. Il s'agit d'abord de l'argument portant sur l'utilisation plus efficiente des ressources et, ensuite, de l'abaissement du coût des biens d'investissement, dont vient de nous parler le Conseil économique du Canada, et des délais d'achat et de stockage du matériel de fabrication par les entreprises. Croyez-vous que la TPS favorisera une utilisation plus efficiente de nos ressources et l'achat de biens d'équipement?

M. Draffin: J'en suis convaincu, même si je ne puis quantifier le phénomène. Beaucoup des biens actuellement achetés par les fabricants, briques et ciment, ordinateurs, ascenseurs, entraînent l'acquiescement d'une taxe de 13,5 p. 100 dans la plupart des cas. Comme ces sommes sont capitalisées, les coûts sont transmis aux consommateurs. Puisque le nouveau système va réduire ces coûts, les entreprises qui les assument actuellement deviendront plus compétitives.

Je ne sais pas si cela répond directement à votre question.

M. Sobeski: Comme vous, la Fédération canadienne des entreprises indépendantes et la Chambre de commerce du Canada ont encouragé le gouvernement à négocier une entente avec les provinces, pour l'instauration d'un régime unique. Par contre, les deux groupes que je viens de mentionner nous ont dit d'abandonner complètement le projet actuel et de reprendre tout à zéro, en négociant avec les provinces. Êtes-vous d'accord avec cette recommandation? Même s'il serait préférable de s'entendre avec les provinces, pensez-vous que le gouvernement doive qu'en même poursuivre son projet tout seul pour le moment?

M. Hutchison: Je vais vous donner une réponse bien française: Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

M. Draffin: Nous n'avons pas vraiment sondé nos membres à ce sujet, mais nous pouvons penser qu'ils seraient d'accord avec nous pour dire que la réforme doit quand même commencer. Nous avons tous un très mauvais souvenir des ententes fiscales réciproques. Il a fallu 15 ans aux provinces et au gouvernement fédéral pour se mettre d'accord. S'il fallait attendre que tout le monde soit d'accord sur la taxe de vente, il nous faudrait peut-être attendre cinq ou dix années supplémentaires. Voilà le problème.